

Les crédits

munique tous les renseignements aux producteurs. Le fin mot de l'histoire, c'est que les banques et les autres prêteurs n'ont plus confiance en raison de ce qu'ils savent de l'administration de programmes semblables dans le passé et de l'incertitude qui découle du fait que les producteurs croient qu'ils vont recevoir un certain montant, mais peuvent tout aussi bien constater en fin de compte qu'il n'obtiennent pas autant, si ce n'est rien du tout. Les prêteurs demandent des preuves avant d'accepter d'aider financièrement les agriculteurs pour une autre campagne. Mais les producteurs ne peuvent pas fournir ces preuves, car tout ce qu'ils savent, c'est que le programme fait l'objet de discussions. Ils veulent savoir comment cet argent leur sera versé, mais ils ne savent rien. Ils sont dans une situation extrêmement désagréable.

On dit au gouvernement—et je me demande s'il écoute—que la forte majorité des Canadiens admettent que l'agriculture est importante. Incidemment, j'ai reçu aujourd'hui une lettre d'une dame de ma circonscription qui est née dans une ferme, sauf erreur, mais qui l'a quittée il y a longtemps. Cette lettre vient d'une dame de la circonscription de Prince Edward—Hastings, plutôt éloignée des Prairies, j'en conviens. J'aimerais la lire:

Je n'ai pas l'habitude d'écrire aux députés, mais je sens le besoin de le faire aujourd'hui. Je m'inquiète beaucoup du sort des agriculteurs de l'Ouest, car j'ai l'impression qu'ils ont besoin de plus d'aide que le gouvernement ne semble disposé à leur en offrir. Le prix du blé est très bas et devrait être subventionné afin que les producteurs reçoivent un paiement équitable. Je suis certaine qu'ils s'y attendent afin de pouvoir continuer à travailler. L'agriculture est l'une des plus importantes industries du Canada, sinon la plus importante, et je n'aimerais pas voir plus d'agriculteurs quitter la terre parce qu'ils ne sont plus capables de subsister.

Nous devrions l'écouter. J'espère que le gouvernement l'écoute.

Dans le secteur agricole, nous avons des taux d'intérêt élevés et nous sommes dans une position faible à la table des négociations. C'est bien beau d'être gentil, mais l'expérience m'a enseigné que l'interlocuteur gentil ne gagne pas toujours à la table de négociation. Je ne veux pas dire qu'il faut être belliqueux ou méchant, mais on gagne rarement si on manque de combativité. C'est bien beau de sortir des négociations en disant que tout s'est bien passé et qu'on a fait preuve d'initiative, mais quand les interlocuteurs partent en disant qu'ils l'ont encore emporté sur le Canada, je commence à m'inquiéter.

Un profond malaise est ressorti des réunions qui ont eu lieu dans ma circonscription le mois dernier, car on s'est demandé si nous avions et les talents de négociateurs et la fermeté nécessaire lors des négociations. Cette incapacité de négocier fermement, que viennent aggraver encore la faiblesse du cours des céréales et les mauvais rendements agricoles attribuables à la surabondance de pluies, dans certaines régions du pays et de l'Ouest, mais surtout à l'absence de précipitations et à la sécheresse, ont compromis la stabilité économique et la viabilité de milliers d'exploitations agricoles canadiennes.

On parle volontiers de viabilité agricole et de viabilité écologique, mais je crois que les deux vont de pair. Je doute qu'aucun groupe comprenne mieux l'importance de l'environnement que les agriculteurs. Ils savent ce qu'il faut faire pour protéger l'environnement. Ils savent ce qu'ils devraient faire et comment ils devraient s'y prendre. Mais ils n'ont pas les moyens d'agir à cause du cours des céréales et des rendements qu'ils obtiennent.

Nous allons tous souffrir, et nous ferions mieux de nous réveiller bientôt et de nous rendre compte que si nous voulons un environnement sain, nous devrions également avoir une agriculture saine, qui exige une économie saine. Ces trois éléments sont indissociables.

J'exhorte le gouvernement à mettre en oeuvre les programmes nécessaires en vue d'atteindre cet objectif. Nous avons là une merveilleuse ressource naturelle. Nous avons une formidable capacité de production de denrées alimentaires. À mon avis, nous ne nous en soucions pas assez. Nous ne procédons pas de la bonne façon pour les commercialiser. Nous n'en expliquons pas suffisamment l'importance aux Canadiens. Nous ne collaborons pas suffisamment avec les agriculteurs. Tout d'abord, le gouvernement devrait expliquer aux Canadiens que l'aide qu'il consent à ce secteur avantage tous les Canadiens.

Nous n'avons pas au Canada de politique complète ou globale pour la production des denrées alimentaires. Le gouvernement y travaille. Je l'encourage également à élaborer et à mettre en oeuvre sans tarder une telle politique, de façon que les producteurs et les agriculteurs et, par voie de conséquence les consommateurs canadiens puissent savoir que le Canada dispose d'un programme de sécurité des approvisionnements et de sécurité de l'agriculture.

• (1750)

M. David Bjornson (Selkirk): Monsieur le Président, c'est un honneur que d'être invité à parler au nom du gouvernement concernant cette question particulière.